

ÉCO-PAS-LOGIQUE

Changez vos ampoules, allez à la déchetterie, ne prenez plus des bains mais des douches ... les consignes infantilissantes à respecter sont très nombreuses si on veut être un bon « éco-citoyen ».

C'est tout juste si on ne nous demande pas d'arrêter de respirer pour ne pas aggraver l'effet de serre.

Alors l'autre jour, je suis allée dans une boutique aux Abymes qui a eu une bonne idée : remplir les cartouches d'imprimante vides pour les recycler. Et là, surprise ! Ce n'est plus possible pour les modèles récents. On peut toujours remettre de l'encre, mais la cartouche ne marchera pas parce que maintenant les industriels ont ajouté une puce pour la bloquer et vous obliger à en racheter une.

Ce qui veut dire que pour nous empêcher de faire du recyclage, ils ont payé un ingénieur pour inventer ce nouveau système, et des ouvriers pour l'installer, en gaspillant au passage des matières premières. Ces gens-là sont vraiment vicieux !

Désormais, mes cartouches vides je les garde pour les faire bouffer à la prochaine personne qui me dira que c'est grâce au capitalisme que la société progresse (et en plus comme ça, je recycle !).

Delphine

QUI SOMMES-NOUS ?

Le 21^e siècle commence par la guerre en Irak et en Afghanistan, par la famine et par la destruction accélérée de l'environnement.

L'avenir qu'on nous promet se limite à « choisir » entre le chômage, l'auto-destruction dans la drogue, l'engagement dans une de ces guerres qui ne sont pas les nôtres, ou pour les plus chanceux, le rôle de « bons petits soldats » au travail, soumis aux caprices de la bourse.

Les dirigeants de la planète parient sur notre indifférence. Il faut leur donner tort.

Ce journal est lancé à l'initiative de militants de l'organisation *Combat Ouvrier*, de sympathisants et de jeunes sans parti pour commencer à provoquer le débat, à faire entendre la voix des jeunes qui contestent les idées officielles.

Ce journal est le tien !

Écris-le, lis-le, vends-le !

Contact : kontest@wanadoo.fr

06 90 73 48 93

Sarko arrive : accueillons-le comme il le mérite !

- Meeting mercredi 24 juin 19h à Basse-Terre
- Meeting vendredi 26 juin 19h à Pointe-à-Pitre
- **MANIFESTATION SAMEDI 27 JUIN**

Pour défiler avec les *Rebelles*, rendez-vous à 8h30 devant le centre culturel Sonis à Pointe-à-Pitre



REBELLE !

N° 13 - 19 juin 2009

0,30 €

SOMMAIRE

Flicage dans les écoles - Guerre et chômage - Sécurité - Mr Bricolage - CGT Jeunes, etc.

Détecteurs de métaux, fouilles, policiers dans les écoles, arrestations d'enfants, liberté d'expression bafouée...



Passer la BAC d'abord !

Leur « *sécurité* » nuit à votre liberté

« Sécurité » ! Un bien grand mot qui ne revient pas de la même manière aux chefs d'établissement et aux élèves... Car là où il faudrait de vrais plans de prévention et d'aide, là où il faudrait tout simplement des feux rouges qui marchent (voir ci-contre), il n'y a rien.

Normal : le système ne donne pas les mêmes chances à tout le monde. On préfère sécuriser les quartiers riches, qui peuvent le payer, là où vivent les « décideurs ». Ainsi les inégalités se creusent et les médias nous disent qu'on ne peut rien faire avec les classes populaires, car elles sont trop violentes.

Les policiers eux-mêmes ont interdiction de faire « ami-ami » avec la population pour essayer d'améliorer les liens entre policiers et jeunes. En 2004, à Toulouse, le patron de la police a été licencié pour avoir organisé un match de rugby avec les jeunes du quartier. Cela s'appelait la police de proximité... mais elle a été dissoute par Sarkozy.

Troupeau de clones

C'est la même politique qui est employée dans l'éducation en Guadeloupe où les collèges et lycées populaires sont laissés dans leur m... et où les « bons » lycées bénéficient de matériel de surveillance et sont saturés de vigiles, de portiques et de badges.

Mais pourquoi contrôler en permanence les lycéens qui doivent passer à chaque portail de chaque lycée ? Pourquoi mettre une cloche au cou de chaque élève ? Pourquoi ouvrir la plus petite porte pour laisser passer



une centaine d'élèves alors qu'un grand portail se trouve juste à côté ?

Pourquoi nous répondent-ils « sécurité » à longueur de journée ? Certains vigiles sont plus directs : « *le proviseur n'aime pas voir des gens traîner* ». C'est vrai, il n'aime pas voir la liberté, ni voir les élèves faire autre chose que de travailler sagement. Ce qu'il veut : des troupes, des clones. Cela lui permettrait de mieux faire appliquer ses règles sans craindre pour sa sécurité. Bien sûr, il faut certaines règles, mais qui dira « non ! » quand elles deviendront injustes et dangereuses ? Nous n'en sommes pas là ? C'est justement pourquoi il faut se battre pour garder nos libertés acquises !

Baptiste

ON PAYE ET ON MANGE PAS

Végétarien à la cantine ? Je t'explique pas la galère...

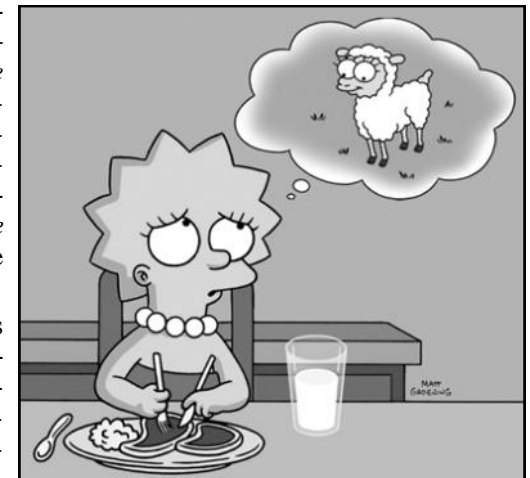
Il est dit, dans le *Bulletin officiel* du ministère de l'Éducation nationale que « *l'alimentation des élèves a une importance capitale pour leur développement physique et mental. Des carences ou un déséquilibre alimentaire ont des effets néfastes sur la croissance et les capacités d'apprentissage. Ainsi, l'alimentation d'un enfant d'âge scolaire doit être équilibrée, variée* » et ce, quel que soit son régime alimentaire !

Or, on constate que ce principe n'est pas respecté dans pas mal d'établissements scolaires. En effet, les élèves dont l'état de santé nécessite un régime alimentaire spécifique (élèves présentant une allergie, une intolérance alimentaire ou une maladie chronique) ne bénéficient pas de cette loi.

Prenons le cas d'un végétarien. On l'admettra ou pas, mais il y en a de plus en plus dans les établissements scolaires, même si les origines de ce régime sont variées. Dans mon lycée par exemple, sur environ 300 élèves, nous sommes 58 à être végétariens. Sur notre dossier d'inscription, il nous est d'ailleurs demandé de préciser notre régime alimentaire. Malgré tout, aucun effort n'est fait en ce sens.

Comment, dans un lycée de 300 élèves, on nous parle de problèmes de gestion à la cantine lorsqu'on voit dans certains lycées, beaucoup plus peuplés, qu'un menu alternatif est proposé chaque midi ? Comment, dans un lycée agricole, où les efforts physiques sont fréquents, on ne cherche pas à alimenter correctement tous les élèves ?

Est-ce de la mauvaise foi ou de la méchanceté pure ? Sommes-nous discriminés parce que nous ne faisons pas partie de la norme ? Faut-il qu'un élève, dans un cas de régime



alimentaire spécifique, tombe carencé au milieu de la cours pour qu'on prenne son cas au sérieux ?

Végétariens, allergiques, intolérants ou suivant des principes d'alimentation, nous sommes des élèves comme les autres, à tel point que nous payons le même prix, mais en revanche nous mangeons moins bien (du pain et/ou des nouilles tous les jours...). Sachant qu'une bonne alimentation a une influence sur notre développement physique et mental, doit-on subir un amoindrissement de nos capacités et donc une diminution de nos chances de réussite, uniquement à cause de notre régime alimentaire spécifique ?

Le ministère de l'Éducation nationale tout comme les chefs d'établissements scolaires ne peuvent ignorer le fait que nous ne sommes pas tous aptes à manger les mêmes choses. Quelles mesures sont donc prises en ce sens ? On ne cherche pas forcément un festin, mais tout de même à être nourris...

Man Tchou Plen

AN NOU VANSÉ SI YO !

Depuis la suspension de la grève les patrons et leurs sous-fifres (préfet, élus et intellectuels autoproclamés) veulent reprendre la main.



Ils ne respectent pas leurs engagements

Baisse des prix, formation et emploi des jeunes, résorption des emplois précaires ... bien des points de l'accord signé le 4 mars ne sont pas appliqués, ou seulement en partie. Mais le plus grave est la tentative de torpiller l'accord Bino sur les salaires. Le gouvernement a d'abord promulgué une extension qui n'obligera plus les patrons à payer. Maintenant il met en place le RSTA sans respecter les modalités fixées le 26 février.

Ils cherchent à nous manipuler

D'un côté RFO fait de la pub non-stop pour les États Généraux. De l'autre, Canal 10 nous explique que la grève a déprimé plein de gens (pas juste Willy Angèle et Man Koury). Sans parler de *France-Antilles*, qui invente chaque jour un nouveau désastre provoqué par LKP. Tous les mensonges sont bons pour discréditer le mouvement.

Ils essayent de nous intimider

Mises à pied arbitraires, liquidation des structures dont les salariés sont mobilisés, gardes à vue ... les coups pleuvent sur les militants et les sympathisants du mouvement. Le pouvoir veut même inverser les rôles et ce sont les avocats victimes d'écoutes illégales qui se retrouvent convoqués devant un juge ! En même temps, la justice classe sans suite la demande déposée par la CGTG pour faire la lumière sur la mort du camarade Bino.

La meilleure défense c'est l'attaque !

De nombreux secteurs sont restés mobilisés après la suspension de la grève générale. La plupart ont obtenu satisfaction, comme les pompiers qui vont toucher au moins 20 000 € chacun. La solidarité et la détermination sont plus que jamais nécessaires pour défendre ce que nous avons gagné, et conquérir de nouveaux droits.

Grave accident de la route devant Baimbridge MAIS... QUELLE SÉCURITÉ ?

Le mardi 26 mai, à Baimbridge, entre Delgrès et Solitude, une jeune fille qui se rendait au lycée pour acquérir du savoir a été violemment heurtée par une auto. Selon nos informations elle viendrait de sortir du coma. Personne n'en a parlé et, depuis, c'est le silence...

Manifestations, commémorations, marches, reconstitutions du mois de mai ont retenti au quatre coins de la Guadeloupe. Des témoignages les plus marquants sur notre passé revendiqué se sont exprimés par le biais des médias, cependant, pour cette jeune vie gravement blessée : rien.

Non assistance

Depuis longtemps déjà, l'environnement immédiat des trois lycées devient un *no man's land*. Il y a certes des bagarres, mais il y a aussi l'absence de feux aux abords d'une route, située en sortie de rocade et où, trois fois par jour, des milliers d'élèves s'entassent. Le plus souvent, les étudiants doivent adopter une attitude guerrière : une voiture qui vous frôle, un rétroviseur qui se retourne sur votre sac et on s'en sort avec un « *k... manman-w !* ». Jusqu'au jour où...

Pourtant les plaintes et les demandes de réparation des feux de signalisation ne datent pas d'aujourd'hui. Mais elles n'aboutissent pas. L'élève accidentée aurait pu être n'im-

porte lequel d'entre nous et le fait de ne pas en avoir parlé dans les médias révèle l'importance que ces gens nous accordent, eux qui nous bassinent à longueur de journée sur la « *sécurité aux abords des lycées* ».

Quel est le problème ? Les feux qui ne fonctionnent jamais ? La « *délinquance routière* » ? On est en droit de penser que c'est aussi la négligence et le mépris de ceux qui, dans les mairies, ont reçu des réclamations et n'ont rien fait, autant que la négligence et le mépris des administrations qui ont posé ces réclamations (du moins c'est ce qu'il disent !) mais se sont contentés de réponses vagues, alors que les mêmes, quand il s'agit de pornographie ou de violence dans l'enceinte de l'établissement se débrouillent pour que toutes les bouches se remuent et que la presse n'en rate pas une goutte !

Si aucune mesure n'est prise après cet accident, cela devient une preuve flagrante de « *non assistance à étudiant en danger* ».

Claire



GUERRE + PRÉCARITÉ, LEUR RECETTE DU BONHEUR

L'armée pour les jeunes chômeurs ou alors des emplois de misère : tels sont les projets du gouvernement.

Face à la crise et à la progression du chômage qui sévit en France le gouvernement n'a pas trouvé mieux en guise de solution que de créer 100 000 contrats aidés. Il s'agit de CAE (contrat d'accompagnement dans l'emploi, voir *Rebelle !* n°11) : des emplois à mi-temps, payés à demi-salaire par l'État (le patron ne sort que 1 € de l'heure, mieux qu'en Chine !). Des emplois précaires, donc. Dont on ne parvient parfois jamais à sortir (en Guadeloupe, on connaît des copines qui y sont depuis 25 ans !)

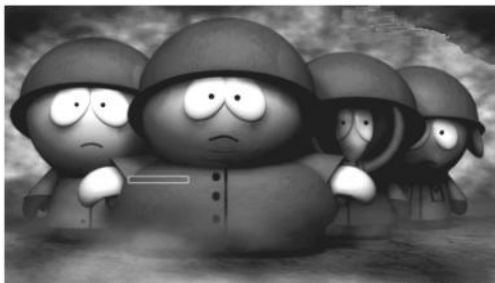
On se souvient que des emplois de ce type avaient finalement été supprimés l'année dernière (- 40 % dans l'éducation nationale par rapport à 2007). Mais cette petite réforme est loin de régler les réels problèmes de la précarité, ni bien sûr ceux du chômage.

Boucherie

Il n'y a aucune raison de faire endosser les effets de la crise aux travailleurs et à la population pauvre. Ce n'est pas à nous de payer la facture, nous ne sommes pas responsables, c'est la cupidité et la rapacité d'un petit nombre de seigneurs financiers, dont les profits devraient servir à créer de vrais emplois et à donner de vrais salaires.

Mais ce n'est pas la crise pour tout le monde. En pleine débâcle financière, le gouvernement accroît ses recettes. On connaît les intentions d'une telle politique, c'est l'envoi d'hommes et de femmes à la boucherie pour servir la soi-disant « Nation ».

C'est ce qui se prépare pour les années à



venir. L'engagement de la France au sein de l'OTAN n'est pas anodin. Un extrait du discours du général Haudet lors de l'Assemblée plénière du conseil supérieur de la réserve militaire du 9 juin 2009, nous en laisse un aperçu: « *Nous ne pouvons exclure la réapparition d'une menace majeure sur notre territoire. Nous aurons besoin d'une défense forte, c'est-à-dire de forces armées et de sécurité moderne* ».

96 milliards

Le budget de la défense de 2009 est de 32 milliards d'euros, en pleine crise c'est une augmentation de 5,4 % par rapport à 2008 ! Si la tendance des effectifs militaires baisse, les crédits d'équipements atteignent 17 milliards d'euros. Le nucléaire y a une place importante avec 3,90 milliards (10 millions d'euros par jour !). Ce n'est pas tout. Le gouvernement a déjà annoncé que les sommes allouées à la Défense seront de 96 milliards d'ici à 2011. Ainsi, le plus important et le plus urgent pour l'État c'est de s'impliquer dans les guerres plutôt que d'améliorer des conditions sociales.

Lina

SALE AMBIANCE

Chez Mr Bricolage, le harcèlement empire...

Depuis mon arrivée au sein de l'entreprise *Mr Bricolage*, j'ai assisté à de nombreux problèmes... Harcèlement moral de la part des cadres, collègues convoqués pour des soi disant « erreurs » qui restent toujours vagues et jamais justifiées, bons éléments poussés à la démission, heures sups non payées pour certains employés, discrimination raciale pour les postes à responsabilité (pour lesquels ont fait venir des gens de métropole alors qu'il existe des candidats en interne qu'on a bien pris soin de décourager), exploitation des stagiaires et des CDD (qui n'ont presque pas de congés), etc.

Direction cynique

Peu de collègues m'ont donné leur avis, mais je sais qu'après la grève générale les choses ont empiré.

Au niveau relationnel, il n'y a plus de détente spontanée. Tout le monde est sur la défensive. Les nouveaux ont droit à des travaux de titans, seuls les plus courageux tiennent le coup. Des étudiants en alternance (genre en gestion) se retrouvent à un poste qui n'a rien à voir avec leur formation (genre vendeur).

Le corps de direction réagit de manière cynique. De quoi péter les plombs lorsqu'un client vous agresse verbalement et que par-dessus le marché le chef de rayon vous reprend.

Heureusement, j'ai la chance de côtoyer dans l'entreprise des militants syndicaux qui ne laissent pas les jeunes seuls face à ces difficultés et qui sont déterminés à les aider au sein de cette boîte qui se fait beaucoup de maille sur le dos de la population.

Jules

Commission jeunes CGTG POUR UN AVENIR MEILLEUR !

La grève générale a montré la colère et le désespoir d'une grande partie de la jeunesse. Mais pour se défendre efficacement, pour lutter et finalement pour changer les choses, on a besoin d'or-ga-ni-sa-tion. C'est vrai pour tout le monde, qu'on soit actif, chômeur, ou Rmiste. C'est pourquoi les jeunes syndiqués de la CGTG ont décidé de lancer une *commission jeunes*.

Qu'est-ce que c'est exactement ? Dans la commission jeunes CGTG, les jeunes travailleurs ou chômeurs se rassemblent pour bénéficier du cadre déjà organisé, déjà équipé d'un syndicat, pour profiter de l'expérience de lutte des salariés et pour organiser des activités culturelles. L'objectif : comprendre ensemble les rouages d'une société qui a rejeté beaucoup d'entre nous au rang de désespérés ou de laissés-pour-compte.

Notre avenir n'est pas dans une violence sporadique et stérile, ni dans le refuge des paradis artificiels fournis par les drogues ou l'alcool. Ce n'est pas non plus l'autodestruction qui dresse les « bandes » les unes contre les autres.

L'avenir c'est de s'éduquer, de se préparer sérieusement pour être conscient et maître de son avenir. C'est comme cela qu'on pourra se battre efficacement et gagner une société libérée de l'oppression et de l'exploitation.

Rony

Pour rejoindre la COMMISSION JEUNES
CGTG, ou pour tous renseignements :
05 90 85 51 10